Ce que le NPA doit cesser de faire : cautionner les analyses et la politique des bureaucrates et des réformistes

Il faut arrêter de signer des textes inacceptables avec les bureaucrates où nous apportons notre caution « anticapitaliste » à leur politique contraire aux intérêts des travailleurs. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 14 juin (« Réformes des retraites : l'autre solution ») et cosigné par Olivier Besancenot :

- On cautionne la participation des directions syndicales au Conseil d'orientation des retraites (COR). De façon incroyable, le texte oppose le document d'orientation du gouvernement (méchant) et les rapports du COR (gentils). Alors que c'est précisément le contraire qu'il faut expliquer : les rapports du COR ont eu pour unique fonction de préparer la réforme du gouvernement ;
- On signe un texte qui ne met en avant aucun objectif même minimal : ni revendications, ni exigence de retrait du projet gouvernemental. Rien. Les mêmes formules creuses que celles de l'Appel de Copernic, qui n'engagent à rien et que tout le monde peut partager…
- On n'explique pas que les cotisations sociales sont une partie de notre salaire (la partie socialisée) et qu'il faut en exiger l'augmentation (sans baisse du salaire direct) pour financer nos besoins. Le texte se prononce pour une *« application du taux de cotisation patronale aux dividendes ».* Cela est un non-sens. La cotisation sociale n'est pas une taxe sur les profits, c'est une partie de notre salaire, que le capitaliste doit nous payer en même temps que notre salaire direct. En fait, même si le texte parle de « cotisation », il bascule dans une logique de fiscalisation, où il s'agirait de faire contribuer tous les revenus : les dividendes (revenus du capital) et les salaires (revenus du travail). Cela va dans le sens des réformes gouvernementales depuis 20 ans qui visent à fiscaliser la Sécu. C'est ce que demande avec force le MEDEF.
- On reprend le couplet habituel des réformistes keynésiens qui nous font croire qu'une autre politique économique est possible dans le cadre du capitalisme et qu'elle nous permettrait de sortir de la crise : *« L'argument éculé de la perte de compétitivité est ici fallacieux, puisqu'il s'agirait de n'amputer que les dividendes nets reçus par les actionnaires et non les capacités d'investissement des entreprises, et parce que cela ne renchérirait pas les coûts de production. »* C'est un mensonge : évidemment qu'augmenter les cotisations patronales nuit à la compétitivité des entreprises ! C'est pourquoi la défense jusqu'au bout des intérêts des travailleurs est antagonique avec la survie du système. Les réformistes ont intérêt à propager ces mensonges, alors que les anticapitalistes (et *a fortiori* les révolutionnaires) se doivent de les dénoncer (et en tout cas de ne pas les reprendre à leur compte !).

Ce texte est donc une escroquerie monstrueuse, que le porte-parole de notre parti signe alors qu'il faudrait le combattre de A à Z. Tout se tient : le fond théorique

keynésien et les solutions réformistes. C’est ce même fond qui constitue le principal obstacle au développement de la conscience de classe. Aucun compromis n’est possible avec cette orientation 100 % révisionniste (sur le plan théorique), 100 % réformiste (sur le plan politique).

Gaston Lefranc, le 30 juin 2010